

de plus !

Le nouveau monsieur retraites du gouvernement, qui vient de remplacer Delevoye, était DRH chez Auchan.

Mais un DRH de combat ! Celui qui avait mis à pied une caissière (élue CFDT) et placée en garde à vue, pour avoir donné une chocolatine trop cuite à une cliente, pense que « l'entreprise est un bien commun ».

Pourtant, Il ne semble pas que la richissime famille Mulliez partage les bénéfices avec les salariés du groupe Auchan. Mais les DRH sont prêts à tous les abus de langages pour manipuler les esprits.

Après la ministre du travail, ex-DRH chez Danone, qui avec ses réformes, a massacré le droit du travail et remis en cause les instances représentatives du personnel, le gouvernement s'appuie de nouveau sur un défenseur de l'idéologie patronale, pour en finir avec notre système de retraite.

Un choix qui n'est pas le fruit hasard. Cela démontre bien qu'il y a une volonté politique de revoir en profondeur toute notre protection sociale solidaire. Une protection sociale unique au monde, financée par la richesse créée par les travailleurs, au travers des cotisations sociales (salaires différés).

Cela confirme également les liens étroits entre le patronat et le gouvernement qui ont l'intention d'exécuter notre régime général de la Sécurité sociale et en finir avec une répartition des richesses qui permet de le financer.

Dans ce contexte, Medef et gouvernement manœuvrent pour diviser les organisations syndicales dans le but de mettre fin à la révolte sociale qui s'organise! Pas de négociations sur l'amélioration de notre système de retraite. Le gouvernement persiste sur son système de retraite par point en organisant des réunions thématiques avec les organisations syndicales. Les médias complices s'emploient à mettre en avant les syndicats dits « réformistes » qui ont eu pour habitude de signer des reculs sociaux.

Le combat pour le maintien et l'amélioration de notre système de retraite est un combat de classe, celui des travailleurs contre les patrons et la finance !